



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1758

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

Mme la présidente . La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel . Qu'est ce qui change pour les Français en ce mois d'avril ? D'abord et pour la première fois, le prix du chariot de courses que remplit *La Voix du Nord* (L'orateur montre un document) chaque année depuis 2008 a dépassé le seuil de 150 euros.

M. Charles Sizenstuhl . Mais on n'a pas le droit de faire ça !

M. Fabien Roussel . Garni des mêmes produits, ce chariot coûtait 130 euros il y a encore deux ans.

M. Pierre-Henri Dumont . Et 107 euros en 2017 !

M. Thibaut François . Il ne fallait pas voter Macron !

M. Fabien Roussel . Le prix du carburant repart à la hausse, avec la fin de l'opération « prix coûtant » dans les stations-services. L'inflation des prix de l'alimentation et des carburants est pire encore dans les territoires d'outre-mer. Quant à elles, les franchises médicales augmentent : vous vous apprêtez à récupérer 820 000 euros sur le dos des malades ! Franchement, vous faites très fort !

M. Jean-Yves Bony . C'est vrai !

M. Fabien Roussel . Enfin, les factures d'électricité tombent, avec des taxes rehaussées de 10 % depuis le mois de février. Le voilà votre bilan : des notes d'électricité multipliées par deux, voire par trois depuis 2019 !

M. Maxime Minot . Il faut faire tourner les éoliennes !

M. Fabien Roussel . Oui, monsieur le Premier ministre, vous augmentez les taxes et les prélèvements des Français, arrêtez de mentir à ce sujet ! Vous nous dites en plus que ce n'est pas assez et vous allez récupérer encore 10 milliards d'euros cette année et 20 milliards d'euros l'année prochaine ; vous voulez faire les poches des chômeurs et vous voulez continuer de faire des économies sur nos écoles, sur la santé, sur la recherche, sur la culture. Monsieur le Premier ministre, votre politique, c'est de l'escroquerie : elle revient à prendre aux Français en les trompant. Vous mentez aux Français, pour leur demander toujours plus !

M. François Cormier-Bouligeon . Oh ça va ! Ça va !

M. Fabien Roussel . Surtout, vous continuez de chouchouter les 1 % les plus riches du pays, qui n'ont jamais gagné autant d'argent que grâce à vous. Ce chiffre en atteste à lui seul : depuis 2018, les actionnaires des sociétés du CAC40 se sont versé 411 milliards d'euros en dividendes et rachats d'action ! 411 milliards d'euros !

C'est le pouvoir d'achat des étudiants, des travailleurs et des retraités qu'il faut protéger. C'est dans l'école, la santé et l'écologie...

Mme Christine Arrighi . Bravo !

M. Fabien Roussel. ...qu'il faut investir !

Mettez-vous enfin à contribution les grandes fortunes et les dividendes records versés par les grands groupes ?

Mme la présidente . La parole est à M. le Premier ministre.

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Depuis un peu plus de deux ans, la France – comme tous les pays européens – traverse une crise inflationniste. C'est une réalité, cette crise frappe l'Europe entière et même le monde entier.

M. Jean-Philippe Tanguy . L'inflation a bon dos !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Même si nous déplorons tous la situation, j'aurais aimé que vous reconnaissiez que la protection qu'offre la France à ses concitoyens contre l'inflation n'a pas d'équivalent en Europe.

M. Jean-Philippe Tanguy . Ah bravo ! Une progression de 76 milliards d'euros des dépenses de l'État et de la sécurité sociale d'ici 2027, c'est la catastrophe !

M. André Chassaigne. La protection du CAC40 !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Cette réalité est incontestable ! Nous avons créé un bouclier tarifaire, nous avons pris des mesures d'urgence pour soutenir le pouvoir d'achat, mais nous aurions aimé recevoir votre soutien. Nous ne l'avons pas trouvé et la majorité a donc pris seule ses responsabilités.

M. André Chassaigne . C'est parce que nous ne voulons pas de la politique du chèque !

M. Jean-Philippe Tanguy . Que dit la Cour des comptes ? La facture vous sera bientôt tendue !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Vous me parlez de mise à contribution des plus aisés, mais je tiens à rappeler que la France n'est un paradis fiscal pour personne. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR-NUPES.*)

M. André Chassaigne . Mais ce n'est pas possible d'entendre ça !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . En France, 10 % des contribuables paient 70 % de l'impôt sur le revenu. La France est le seul pays de l'Union européenne à disposer d'un impôt sur la fortune, en l'occurrence l'impôt sur la fortune immobilière (IFI). En outre, elle s'est dotée d'une taxe spéciale sur les hauts revenus et de plusieurs autres mécanismes permettant de les taxer spécifiquement.

M. Fabien Roussel . Mais ceux qui les perçoivent n'ont jamais possédé autant d'argent ! Et la flat tax alors ?

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Avons-nous été confrontés à quelque opposition lorsqu'il a été question d'aller chercher des profits indus, tirés de la spéculation sur l'inflation ?

M. Jérôme Guedj . Oui !

M. Gabriel Attal, *Premier ministre* . Au contraire ! Je vous rappelle que la majorité est parvenue à faire voter une contribution sur la rente inframarginale des énergéticiens et des pétroliers. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RE.*)

Mme Christine Arrighi . Ça ne rapporte rien à l'État !

M. Gabriel Attal, *Premier ministre* . C'est aussi la majorité qui a assumé la mise à contribution des revenus des grands laboratoires de biologie médicale qui, pendant la crise du covid-19, ont retiré des tests payés par la sécurité sociale un chiffre d'affaires cumulé de 7 milliards d'euros. Oui, cette majorité a assumé d'aller chercher les revenus indus !

Dans les prochaines semaines, nous travaillerons avec plusieurs parlementaires de la majorité sur un dispositif inspiré de la taxation des rentes inframarginales des énergéticiens ou des profits indus liés à la spéculation dans le cadre de l'inflation,...

Mme Christine Arrighi . Et les superprofits, qu'en faites-vous ? Ils existent pourtant !

M. Gabriel Attal, *Premier ministre*mais pas pour mettre à contribution le livret A ou l'épargne des Français, comme j'ai pu le lire ici ou là.

Mme Sabrina Sebaihi . De toute façon, les Français n'ont plus rien à cause de vous !

M. Gabriel Attal, *Premier ministre* . La différence entre nous et les oppositions au sein de cette Assemblée, c'est que nous ne nous en prendrons jamais aux Français qui travaillent et au fruit de leur épargne, aux Français...

M. Fabien Roussel. Et que faites-vous de ça ? (M. Fabien Roussel brandit le même document.)

M. Gabriel Attal, *Premier ministre*qui ont travaillé toute leur vie ! Voilà la véritable différence entre vous et nous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RE. - Vives protestations sur les bancs du groupe GDR-NUPES.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine - NUPES

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1758

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 avril 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 avril 2024